

# CROSSING BORDERS

## mouvements et luttes des migrations



Le 1er Mai est pour Crossing Borders! une occasion de communication transnationale. Le thème du travail migrant, déjà central dans les deux premiers numéros de Crossing Borders! ([www.noborder.org](http://www.noborder.org)), est devenu un point de référence pour le réseau Frassanito. Dans la perspective des mobilisations massives de migrants en 2006 aux USA et des luttes de migrants en Europe exigeant la déconnexion du permis de séjour et du contrat de travail, nous voulons examiner les politiques européennes de gestion du travail des migrants (page 1). Nous aborderons plus particulièrement dans ce numéro la situation des migrantes en tant que travailleuses domestiques, et le rôle de plus en plus important qu'elles jouent dans la reproduction sociale (page 2). Comme dans les autres numéros, nous nous ferons l'écho de nouvelles expériences de luttes et de communication de par le monde (pages 3 et 4), qui sont autant d'étapes significatives dans l'organisation autonome du travail des migrants.

## La confiscation du travail des migrants

Il y a plus d'un an, à Los Angeles et dans d'autres villes américaines, plus d'un million de migrants ont donné un nouveau sens au 1er Mai. Un million de travailleurs, dont beaucoup oubliés par les syndicats officiels, ont montré avec éclat qu'il était possible de sortir de la peur et du silence. Depuis, le 1er Mai n'est plus une simple commémoration, mais le jour où font entendre leur voix ceux qui ont franchi les frontières, qui subissent les mêmes formes d'exploitation – par delà les distances et les lois différentes. Aux USA comme en Europe, la question principale est celle de la prise en compte de l'exigence de liberté de ces femmes et hommes libres qui sont au cœur de la globalisation. « Mettre en cage la liberté des migrants ! », tel semble être le mot d'ordre des politiques européennes des migrations : les migrants ne peuvent pas chercher librement du travail. Mais interdictions et frontières ne suffisent pas : aujourd'hui le travail des migrants doit aussi être régulé à la source. Des organismes transnationaux pour l'emploi, comme celui qui s'est ouvert à Bamako au Mali, deviennent l'instrument clé de la gouvernance de la force de travail des migrants ; ils s'installent dans les pays d'où viennent les migrants. Ils organisent, contrôlent, vendent la force de travail de milliers de gens, non pour faciliter les mouvements des migrations, mais pour décider à l'avance qui peut partir, à quel moment et pour où. Ces organismes sont un rouage essentiel du système de l'exploitation transnationale du travail des migrants : pour rembourser la commission, les migrants doivent travailler plusieurs mois. Le rôle de ces organismes est crucial dans la gestion des politiques de quotas et du travail saisonnier ou temporaire en UE. Ceci encourage un régime qui maintient les salaires au plus bas dans les pays d'origine et pousse les gens à chercher du travail ailleurs, tout en garantissant l'arrivée « disciplinée » de milliers de travailleurs en Europe : ceux qui n'acceptent pas les conditions de leur contrat ou restent en dehors de ce régime des migrations sont criminalisés. Il s'agit de capturer le travail des migrants. Ces politiques bénéficient à ceux qui veulent s'approprier le travail des autres, sans problèmes et surtout sans revendications. Ces organismes ne concernent pas que les migrants : ils jouent un rôle fondamental dans la précarisation du travail dans les pays d'arrivée !

Ce n'est pas par hasard que ces organismes transnationaux pour l'emploi s'installent en Afrique, en Asie ou en Europe de l'Est au moment où sont négociés des

accords de ré-admission qui obligent les pays d'origine à gérer les rapatriements plus ou moins « volontaires » des migrants qui ne sont plus, temporairement ou définitivement, utiles aux économies européennes. De plus, à côté des organismes privés, conçus et reconnus par les organisations internationales de gestion des migrations, les syndicats européens ouvrent eux aussi des bureaux dans les pays d'origine. Ils aident les migrants à obtenir tous les documents nécessaires pour migrer. Par exemple la CGIL, l'un des plus importants syndicats italiens, a ouvert des bureaux à Casablanca et Dakar, pour faciliter l'obtention de visas pour l'Italie. Ceux qui devraient défendre les droits des travailleurs pourraient ainsi devenir le truchement par lequel les migrants trouvent du travail et « respectent les règles ». L'exploitation du travail des migrants est caractérisée par des règles arbitraires, des devoirs, des frontières et des formes qui permettent de tolérer le travail des migrants, bien qu'illégal et clandestin, quand il est au « bon » endroit : la focalisation médiatique sur les femmes musulmanes voilées s'arrête aux portes des maisons européennes, où est caché le travail domestique des migrantes. Avec le changement des systèmes européens de protection sociale et la privatisation des services sociaux, le travail domestique des migrantes devient de plus en plus nécessaire.

Ceci confirme la traditionnelle division du travail, qui assigne aux femmes toutes les tâches liées à la garde et aux soins. Les relations affectives sont achetées par un salaire. Mais, par dessus tout, ces femmes représentent, pour les sociétés européennes, une richesse incalculable, qui est matérielle et affective : nous sommes au cœur de la globalisation et de la production capitaliste ! Les migrants qui travaillent dans les services de garde et de soins ne sont pas des « nouveaux serviteurs », mais des travailleurs qui vivent dans la pauvreté et l'isolement, conditions qui leur sont imposées pour empêcher leurs revendications. La fragmentation quotidienne du travail d'un nombre croissant de migrants préfigure celle qui sera bientôt le lot de tous les travailleurs. Il est faux de n'identifier le travail des migrants qu'à des emplois surexploités et sous-payés. Chaque jour de plus en plus de migrants accomplissent toutes sortes de travaux. Ils franchissent les frontières non seulement entre les États mais aussi à l'intérieur du travail. Le défi auquel nous sommes confrontés est transnational. (**Lire la suite page 2**)

# Le travail domestique dévoilé

Parler aujourd'hui du travail des migrants implique de parler du travail des migrantes, en général, et en particulier du travail domestique, de garde et de soins. Nous devons prendre en compte le rôle capital joué par les mouvements de femmes au niveau transnational, la façon dont elles questionnent et transforment les relations de genre par leur expérience matérielle de la migration, et la gouvernance de leurs mouvements dans la logique globale d'une « division transnationale et sexuelle du travail ».

Partout en Europe il y a une demande croissante de travail domestique, du fait de la transformation continue des relations de genre due aux luttes des mouvements de femmes, mais due aussi aux changements qui affectent le marché du travail, les systèmes de protection sociale et les services sociaux. La gestion politique de cette demande varie selon les pays européens, mais la tendance est de fournir une garantie institutionnelle pour l'exploitation du travail des migrantes, soit directement à travers des systèmes législatifs formels soit par l'illégalisation de ces femmes. Prenons l'exemple des politiques italiennes : ces dernières années elles se sont orientées vers un « système spécial de quotas » conçu pour le travail domestique, plus important que le travail salarial, ce qui révèle le rôle que ce type de travail joue aujourd'hui. Le lien entre le contrat de travail et le permis de séjour vise à obliger les femmes à accepter des salaires et des conditions de travail de plus en plus bas, ce qui est apparemment la condition pour que les salariées puissent se libérer de leur « destin domestique ».

En revanche on discute actuellement en Grande-Bretagne l'installation d'un système de points qui réduit ou élimine les quotas existant jusqu'alors pour certaines formes de « travail non qualifié », tout en permettant aux riches migrants hautement qualifiés d'amener avec eux en Europe, en tant qu'employeurs, leur propres « serviteurs » ; un permis de six mois sera accordé à ceux qui restent avec leur employeur d'origine. La forte demande de travail domestique, de garde et de soins sera remplie par un travail migrant à bas prix en provenance des nouveaux États membres d'Europe de l'Est, tandis que le nouveau système rejettera le travail des migrants dans la clandestinité. Les succès obtenus dans les années 1990 par les organisations de travailleuses migrantes (e.g. *Kalayaan*), qui ont arraché le droit de quitter un emploi sans perdre le droit au séjour en GB seront bientôt anéantis. Ces deux exemples montrent bien la convergence dans la gestion du travail des migrantes. Il s'agit avant tout de rendre possible politiquement leur exploitation, nécessaire à la reproduction sociale. Les migrantes, sans papiers mais aussi avec papiers, sont réduites à une relation de dépendance

envers leur employeur, fondée sur une totale disponibilité 24h sur 24, 7 jours sur 7, en échange d'un salaire souvent de misère : tel est le résultat de négociations informelles à l'intérieur d'un système de rapports de pouvoir asymétriques.

Ce qu'il est impossible de mesurer c'est la dimension émotionnelle de ce genre de travail, que les migrantes elles-mêmes perçoivent comme dépassant le cadre d'une simple relation de travail. C'est parfois le seul moyen de survivre à la pression résultant du caractère opprimant et réclusif (entre les quatre murs des maisons) de leur travail. Ce genre de structures ne peuvent cependant pas effacer l'impact fondamental des migrations des femmes, qui représentent un renversement, à tout le moins un défi gigantesque, du caractère patriarcal des relations de genre telles qu'elles existent. Parfois la migration sert aux femmes, tout à fait consciemment, pour se libérer de la domination masculine, tandis que le niveau considérable des migrations de femmes, par exemple depuis l'Asie et l'Europe de l'Est, subvertit la division sexuelle du travail, quand le salaire des femmes devient le principal revenu de la famille. Mais les migrantes employées comme travailleuses domestiques défont aussi les relations de classes. Il est de plus en plus évident que ce ne sont plus seulement les femmes riches ou de la bourgeoisie qui emploient des travailleuses domestiques, mais aussi des femmes qui sont elles-mêmes salariées. Ce n'est donc plus seulement une relation capital-travail, mais un salaire qui paie un autre salaire. Le type de gestion des migrations développé par les gouvernements européens est, à notre sens, un point politique crucial dans la lutte contre la précarisation et l'exploitation du travail des migrants, du point de vue du genre, dans la mesure où est reproduite, à une échelle transnationale, la traditionnelle division sexuelle du travail, et, bien plus, où elle est institutionnalisée à travers un système raciste de quotas qui favorise la migration des femmes blanches et chrétiennes. C'est donc une illusion que de penser que l'emploi des migrantes dans la sphère domestique signifierait que les Européennes seraient libérées de leur « destin domestique ». La reproduction continue à être considérée comme une tâche féminine, et la gestion politique des migrations offre à cette structure une garantie institutionnelle. Nous ne pouvons pas accepter les récents débats médiatiques sur les femmes portant le « voile » en public, alors même qu'aucune attention n'est portée à cet autre « voile » qui masque l'exploitation quotidienne des migrantes derrière les murs de l'exploitation domestique. La lutte contre l'exploitation du travail des migrants doit être menée dans une perspective de genre, et cela ne concerne pas que les migrantes.

**(Suite de la première page)** L'espace transnational est celui des mouvements de migrants, de l'organisation institutionnelle de la gestion des migrations en Europe et au-delà, mais aussi de l'extrême mobilité du capital, qui va chercher le travail des migrants au-delà des frontières nationales, tandis que les menaces d'« outsourcing » ou d'« externalisation de la production » affaiblissent la force politique des luttes des travailleurs partout en Europe. De plus en plus, l'externalisation va chercher la force de travail bon marché et non organisée, en parcourant à rebours les chemins des migrations. Pour affronter ce défi, aujourd'hui les luttes des travailleurs doivent être transnationales, à commencer par celles des travailleurs migrants !

En Europe, le 1er Mai, nous devons exiger que le travail – qu'il soit précaire, légal ou sans papiers – soit déconnecté du droit au séjour en Europe. Nous devons exiger une régularisation permanente de tous les migrants, déconnectée du travail et du salaire. Ces revendications ont été portées avec force lors de la troisième journée transnationale d'action du 7 octobre 2006. Aujourd'hui elles peuvent être reprises par tous les travailleurs : non seulement parce que la condition spécifique des migrants est un levier pour la précarisation du travail dans son ensemble, mais aussi, et surtout, parce que la mobilité des migrants nous permet de placer nos luttes sur un plan transnational. C'est une chance et un défi, nous devons l'affronter.

# Chronique : Mouvements et Luites des Migrations...

Dans les deux derniers numéros, nous avons rassemblé des chroniques des résistances contre le régime des frontières et les expulsions, et pour la liberté de circulation et le droit au séjour. Aujourd'hui nous nous attachons aux initiatives sur travail et migration, sur les grèves et les luites pour les droits des travailleurs migrants, sur la construction de la mobilisation contre le G8 en Allemagne et le camp noborder en Ukraine.

## L'Euromayday et le Precarity Webring

Le « Mayday » a été lancé il y a plusieurs années par des réseaux italiens pour revitaliser et réorganiser la mobilisation du 1er Mai, sur le fonds comme sur la forme. Mettant l'accent sur la précarité, sans oublier les conditions de vie et de travail, des cortèges sonores et colorés sont apparus, d'abord dans les rues de Milan, gagnant ensuite de plus en plus de villes européennes. L'« Euromayday » était né ! Dans nombre de ces mobilisations la situation précaire des migrants a été un enjeu central, dont la revendication phare en termes d'égalité des droits était la régularisation. Le 1er Mai 2007 l'Euromayday sera présent dans plus de 15 villes... [www.euromayday.org](http://www.euromayday.org)

Le Precarity WebRing est une plate-forme ouverte qui connecte différents groupes et initiatives militants, d'Europe et d'ailleurs, déjà présents dans les mobilisations du MayDay. Le WebRing rassemble recherches militantes et activisme, et vise à créer un espace de débats, de recherche et d'action politique sur les conditions de vie et de travail précaires...

[www.precarity-map.net](http://www.precarity-map.net)

## Auto-organisation des travailleurs migrants dans le secteur agricole, dans le sud de l'Espagne et dans d'autres pays européens

Depuis les pogroms racistes, principalement contre les travailleurs marocains, le SOC, un petit syndicat andalou de travailleurs agricoles, a été très actif dans la région d'Almeria, non loin du détroit de Gibraltar. Almeria est connue pour ses immenses cultures de légumes pour l'exportation, une mer de plastique de plus de 35.000 ha. Le secteur des légumes connaît un travail très intensif, et l'industrie agricole repose sur une très nombreuse main d'œuvre flexible et sous-payée. Près de 90.000 migrants, venus du Maghreb, d'Afrique subsaharienne, d'Amérique Latine et d'Europe de l'Est, sont employés dans les serres. Les conditions de vie et de travail sont souvent inhumaines : utilisation de pesticides sans protection, logement dans les *chabolas*, des barraques faites de plastique et de débris de bois, refus du paiement des salaires, agressions racistes continues, clandestinisation... Les migrants ont commencé à s'organiser à la base dans le SOC. A la différence des grands syndicats bureaucratiques, le SOC s'est lancé dans les centres sociaux (sur le modèle des centres pour travailleurs que connaissent les migrants aux USA). Le Forum civique européen (FCE) soutient le processus d'auto-organisation des travailleurs migrants, et, à la fin d'avril 2007, une délégation internationale se rendra à Almeria pour l'ouverture du second centre social pour les travailleurs migrants géré par le SOC.

En 2002, le FCE a publié *Le goût amer de nos fruits et légumes. L'exploitation des migrants dans l'agriculture intensive en Europe*, un livre retraçant plusieurs expériences de luites, de vie et de travail des travailleurs agricoles en France, en Espagne, en Suisse, en Autriche, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Pologne.

Un exemple d'auto-organisation réussie : la grève, en juillet 2005, de plus de 240 saisonniers agricoles maghrébins travail-

lant à la récolte des pêches sur une grande exploitation des Bouches-du-Rhône dans le sud de la France. Pas payés pendant des mois, vivant dans des baraques décrépites sans eau courante ni électricité, contraints d'utiliser des pesticides dangereux pour la santé. Au bout d'une semaine de grève, l'exploitant a du céder aux revendications des travailleurs. Plus d'informations à [www.forumcivique.org](http://www.forumcivique.org)

## Grève dans l'agriculture au Maroc

Au début de décembre 2006, une campagne contre la société espagnole Innovation agricole, spécialisée dans la production des asperges pour l'exportation, a été organisée dans la province de Chtouka Ait Baha (Agadir-Maroc). Le directeur espagnol est directement intervenu contre les travailleurs, dispersant un rassemblement de protestation, brûlant les banderoles et appelant la police ; 40 travailleurs se sont retrouvés au poste de police. L'intérêt des autorités marocaines est de défendre les patrons espagnols, pour éviter des ennuis diplomatiques et continuer à attirer les investisseurs étrangers, principalement espagnols et français, intéressés par la privatisation des terrains publics. La CGT espagnole a soutenu cette lutte, dénonçant l'exploitation des travailleurs marocains et exigeant la reconnaissance de la liberté de se syndiquer, la ré-embauche des travailleurs licenciés et le respect des droits des travailleurs. Plus d'informations à [estrecho.indymedia.org/newswire/display/67237/index.php](http://estrecho.indymedia.org/newswire/display/67237/index.php)

## IWW et Tavolo Migranti

En Italie, le réseau IWW (Invisible Workers of the World ou Travailleurs invisibles du monde) – actif en Vénétie, en Émilie Romagne et en Toscane – a été créé comme espace de politisation des migrants, autour d'expériences de luites autonomes et de syndicalisme de base. IWW met l'accent sur l'émergence d'une nouvelle présence hybride et insurgente à travers les luites sur le lieu de travail et pour les droits sociaux, les squats, les luites pour le revenu et contre les processus d'invisibilisation, de perte d'empowerment, et l'exploitation du travail. Il a aussi organisé la désobéissance civile contre les lois européennes et nationales de contrôle de la mobilité des migrants, la flexibilisation/précarisation du travail, et contre les centres d'enfermement des étrangers. Plus d'informations à [globalproject.info/index-it.html](http://globalproject.info/index-it.html)

Parmi d'autres expériences italiennes d'organisation du travail des migrants, on trouve les coordinations autonomes de migrants, qui depuis 2001 se sont développées simultanément au niveau local et en réseau au niveau national dans le Tavolo Migranti. Elles ont organisé des manifestations contre des institutions d'État, et plus récemment devant les sièges des principaux syndicats. Elles mettent l'accent sur la déconnexion du permis de séjour et du contrat de travail, la liberté de circulation et la régularisation, revendications clés contre l'exploitation du travail des migrants. Plus d'informations à [www.coordinamentomigranti.splinder.com](http://www.coordinamentomigranti.splinder.com)

## Precairité et Migrations dans le programme du Contre-G8

Du 6 au 8 juin se tiendra près de Rostock, en Allemagne, le prochain sommet du G8, au cours duquel l'« élite mondiale » doit s'attendre à des manifestations de masse et à des actions de blocus. Dans les semaines précédant le sommet trois marches traverseront l'Europe : « Précaires de tous les pays, marchons vers Heiligendamm près de Rostock ! Contre la précarisation de nos vies et de nos emplois ! Contre le chômage, la

pauvreté, la misère ; l'exclusion et les discriminations ! Des droits sociaux égaux pour tous, partout ! » Lire l'appel à euomarsch2007.labournet.de Le 3 juin seront organisées plusieurs réunions de réseautage, entre autres sur les migrations, avec des ateliers sur des initiatives et des campagnes transnationales autour de la régularisation, contre les expulsions et pour les droits des travailleurs migrants. Le 4 juin sera une journée d'action sur les migrations... avant le début des blocus ! Plus d'informations sur [www.nolager.de](http://www.nolager.de)

### **Un camp NoBorder en Ukraine en août 2007...**

... du 10 au 20 août en Transcarpathie, principale région de migration (de transit et de travail). La moitié de la population travaille à l'étranger... Bientôt plus sur le site [www.noborder.org](http://www.noborder.org)

### **THIS TUESDAY**

... rassemble de l'information sur les meilleures pratiques en matière d'organisation, de projets et de campagnes de mobilisation et de recherche sur le travail des migrants. <http://thistuesday.org/>

### **USA – Des nouvelles du « Géant endormi »**

« Un géant endormi s'est réveillé » : c'est le commentaire qu'on fait de nombreux activistes sur l'exceptionnelle et inattendue mobilisation des travailleurs migrants l'an dernier dans de nombreuses villes des USA (ci-dessous le point sur les réactions des États et des autorités). Le « géant » semble s'être à nouveau endormi. De telles explosions sociales peuvent difficilement être évaluées, mais leur dynamique serait inconcevable sans les campagnes et les projets, menées tous les jours par et avec les migrants, à l'intérieur comme à l'extérieur des syndicats, qui ont été très fortes depuis de nombreuses années aux USA. Plus de 130 centres de travailleurs (migrants) ont été ouverts depuis 15 ans (voir par exemple <http://www.garmentworkercenter.org>). Et la célèbre campagne Justice for Janitors est encore dans toutes les mémoires, et se développe même à un niveau global (voir plus bas).

### **Le point sur les luttes des travailleurs migrants aux USA**

Ces derniers mois, les autorités américaines en charge de l'application des lois sur l'immigration ont mené des descentes sur les lieux de travail et ont accru leurs efforts pour expulser les travailleurs migrants sans papiers. L'année dernière, des millions de travailleurs et leurs soutiens ont manifesté contre une loi tendant à criminaliser les travailleurs sans papiers. Devant l'ampleur de la mobilisation dans tout le pays, la loi n'a pas été adoptée, mais l'immigration demeure un sujet de débat. Plusieurs villes ont adopté leurs propres lois qui rendent illégal le fait de louer une habitation à des sans papiers, et ont essayé de rendre plus difficile d'employer des travailleurs sans papiers. Les descentes sur les lieux de travail ont déchiré des milliers de familles : les parents sont expulsés tandis que leurs enfants, nés aux USA et citoyens américains, demeurent.

Tandis que le gouvernement américain discute une nouvelle législation sur l'immigration, les activistes des communautés organisent des mobilisations pour montrer que les travailleurs sans papiers sont très fortement soutenus par les communautés et sont partie intégrante de la société. Les dernières propositions portent sur les programmes de « travailleurs invités », qui permettraient de faire travailler des migrants pour de courtes

périodes, puis de les renvoyer dans leur pays sans aucune possibilité d'accéder à la citoyenneté ou de faire venir leur famille. L'une des propositions permet aux travailleurs de demander la citoyenneté s'ils ont travaillé pendant un certain temps, rempli un certain nombre de conditions et quitté le pays pour une courte durée. Ces dispositions peuvent certes être favorables aux migrants, mais ne font pas disparaître le problème sous-jacent de l'exploitation des travailleurs, du manque de protection sociale, du harcèlement policier et militaire et des salaires indignes. Nous continuons à nous battre pour de meilleures conditions de travail et de vie pour tous les travailleurs. Le 1er Mai, et pas seulement à Los Angeles, nous exigeons:

- de meilleures conditions de travail et de vie pour tous !
- régularisation et droits de l'homme pour tous !
- paix et dignité pour toutes les communautés : arrêt de la violence et du harcèlement par la police, l'armée et ICE (Immigration and Customs Enforcement, l'équivalent américain de la PAF) !

### **Justice for Janitors à Houston**

Après une grève très suivie de 4 semaines qui a débouché sur de très fortes mobilisations, 5.300 gardiens d'immeubles (janitors) à Houston ont gagné le droit de former un syndicat, et pour la première fois il y a eu une convention collective. Cette victoire a représenté une percée historique pour le Sud des USA, où jusqu'à présent le système Républicain anti-labour tenait les syndicats à distance tout en maintenant les conditions de travail les plus mauvaises du pays. L'accord syndical valable pour toute la ville doublera le revenu des janitors d'ici un an, leur assurant un travail à plein temps avec des allocations et l'accès aux soins pour les travailleurs et leurs familles. À Houston les janitors, migrants venus du Mexique et d'Amérique Centrale, ne se sont pas seulement battus pour la justice économique et de meilleures conditions de travail, ils ont rejoint la lutte nationale pour la régularisation. Si la campagne de Houston a été victorieuse, c'est qu'elle a bâti avec les communautés de fortes alliances locales et politiques, que dans la plupart des grandes villes américaines les janitors ont mené des grèves de solidarité, et qu'au niveau international des actions de soutien parfaitement synchronisées ont été lancées contre Chevron et Hines, la multinationale propriétaire de buildings : à Londres (T&G), Berlin (No One is Illegal), Hambourg (Verdi), Milan (Chainworkers), Amsterdam (Bondgenoten), Mexico (el FAT), Moscou et Panama City.

### **Justice for Janitors se globalise**

Depuis 3 ans nous partageons notre expérience de campagnes et notre approche syndicale de la justice sociale avec des syndicats du secteur des services, avec lesquels nous travaillons pour organiser des campagnes : en Grande-Bretagne (campagne Justice for Cleaners à Londres), aux Pays-Bas (campagne 10 Euro), en Australie et en Nouvelle Zélande (campagne Clean Start), à Houston (Global Support), à Hambourg (agents de sécurité - Respect & Better Jobs) et Varsovie (agents de sécurité - Living Wage Campaign). Le travail avec ces syndicats et réseaux pour la justice sociale nous aide à nous organiser et à mener des campagnes contre les multinationales et les fonds de pension, dans le secteur des sous-contractants à bas salaires du nettoyage et de la sécurité. Nous menons campagne, si vous voulez en savoir plus ou rejoindre nos luttes visitez les sites [www.union-network.org/unipropertyn.nsf](http://www.union-network.org/unipropertyn.nsf) ou [www.labourstart.org](http://www.labourstart.org)

**Aidez-nous à faire circuler la lettre d'information ! Contact pour Crossing Borders : [frassainfo@kein.org](mailto:frassainfo@kein.org)**